



Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques

Compte-rendu de la 26^e séance

Attentats suicides : enquêter sur ces corps dont personne ne veut

9 novembre 2015

Nonna Mayer présente les intervenantes et le thème de ce 26^e séminaire. Riva Kastoryano, chercheuse au CERI, travaille depuis longtemps sur les questions d'identité, de citoyenneté, de migration et de diasporas. Sa discutante, Pénélope Larzillière, chercheuse à l'Institut de recherche pour le développement, rattachée au CEPED et associée au CADIS, étudie l'engagement militant au Proche-Orient, notamment les formes extrêmes d'action politique que sont les attentats suicides comme. Ce séminaire traite de la question des corps des djihadistes, notamment celui des bombes humaines, dont personne ne veut. Riva Kastoryano a choisi de travailler sur la question de la territorialisation de ces corps comme réponse des Etats à ce problème posé par les restes des terroristes. L'enjeu est politique et symbolique. Les Etats se trouvent alors dans une situation complexe : doivent-ils rendre les corps aux familles ? Si oui, où les djihadistes seront-ils enterrés ? Dans le pays d'origine (pays des

parents si eux-mêmes n'y sont pas nés) qui bien souvent n'en veut pas ? Dans le pays dans lequel ils sont nés et où ils ont grandi (pays d'immigration) comme les *homegrown terrorists* en Angleterre au risque de faire de leur sépulture un lieu de pèlerinage ?

Pour répondre à ces questions, Riva Kastoryano a conduit une enquête, commencée il y a huit ans, qui l'a conduite de New York à Madrid, en passant par le Maroc, Israël, la Cisjordanie et l'Angleterre. Partout, elle s'est heurtée à un « mur de silence ». Elle présente la façon dont elle a affronté les obstacles sur le terrain.

Pénélope Larzillière a, elle aussi, travaillé sur les attentats suicides, mais sous un angle différent, celui de l'usage du corps et de la violence sacrificielle comme mode d'action politique. Elle a travaillé sur d'autres pays que Riva Kastoryano (Irak, Palestine et Tchétchénie) et sur d'autres types d'auteur-e-s d'attentats suicides : non pas des djihadistes déterritorialisés mais bien au contraire des islamistes liés à un territoire, qu'ils revendiquent comme leur.

Riva Kastoryano

Riva Kastoryano commence par expliquer l'origine de son livre. Dans les années 1990, elle a effectué une recherche sur les réseaux de solidarité des populations issues de l'immigration en Europe. Au cours de celle-ci, elle a interviewé des dirigeants d'associations d'immigrés ou d'associations dont les membres étaient originaires de pays non-européens. Alors que l'Union européenne comptait à ce moment-là douze Etats membres, ces leaders se présentaient comme un « treizième Etat », une « treizième nation », un « treizième peuple ». Intriguée par l'expression, Riva Kastoryano s'est intéressée à cette solidarité transnationale, au-delà des frontières étatiques et a cherché à conceptualiser l'idée d'un nationalisme sans territoire. Pour elle, le 11 septembre 2001 est une manifestation extrême de ce transnationalisme, qu'elle a cherché à illustrer par des études de cas. Elle a immédiatement pensé aux corps des auteurs d'attentat suicide comme objet d'étude. Ces corps d'auteurs d'attentat suicide défient la conception de la guerre et la souveraineté des Etats. Les auteurs des attentats suicides du 11 septembre constituent son point de départ : ceux-ci menaient une guerre non territoriale, leur motivation elle-même n'était pas territoriale. Des recherches en anthropologie amènent Riva Kastoryano à se demander où sont enterrés les *suicide*

bombers. Puisque les auteurs d'attentats suicides ne revendiquent aucune appartenance territoriale mais disent agir au nom d'une communauté globale, l'*Oumma*, que peuvent faire les Etats ?

Riva Kastoryano a choisi d'étudier trois cas d'attentats suicides : ceux qui se sont déroulés sur le sol américain en 2001, ceux de Madrid (2004) et ceux de Londres (2005). Elle s'intéresse aux trajectoires personnelles, géographiques (lieu de naissance, de passage, de rencontre, d'action) et aux réseaux d'appartenance des dix-neuf *suicide bombers* de New York, des sept de Madrid et des quatre de Londres. A partir de ces données, elle a élaboré plusieurs cartes. Les quatre pilotes kamikazes du 11 septembre sont nés en Arabie Saoudite, en Egypte, au Liban et aux Emirats arabes unis. Ils ont circulé à travers le monde : ils ont été entraînés en Afghanistan, ont étudié à Hambourg, ont vécu à Londres, Madrid et Etats-Unis. Parmi les sept auteurs de l'attentat de Madrid, qui se sont suicidés un mois après l'attentat lorsque la police a investi l'endroit où ils se cachaient, cinq étaient marocains, un tunisien et un autre un algérien. Ils avaient tous émigré en Espagne. Les djihadistes de Londres étaient des *homegrown terrorists*, c'est-à-dire des jeunes qui, pour trois d'entre eux, étaient nés au Royaume-Uni, tout en maintenant des liens avec le Pakistan, pays d'origine de leur famille, mais aussi pays de leur entraînement au combat. Le quatrième était né en Jamaïque et arrivé en Angleterre à l'âge de deux ans. L'Angleterre était le pays de ces quatre hommes.

Riva Kastoryano s'est interrogé sur deux choses. Tout d'abord la pertinence de la comparaison entre ces trois cas : les terroristes du 11 septembre ont sillonné le monde, ceux de Madrid sont des immigrés de la première génération tandis que ceux de Londres étaient des *homegrown terrorists*. Peut-on comparer des profils aussi différents ? Par ailleurs, qu'apporte la comparaison dans une étude sur un phénomène global tel que le djihadisme ?

Riva Kastoryano décrit ses terrains d'enquête successifs. Tout d'abord, à New York, elle s'adresse à des chercheurs qui travaillent sur les questions de sécurité qui lui conseillent de se tourner vers la médecine légale. Elle prend contact avec trois médecins légistes qui s'étaient occupés du ramassage des restes des terroristes. La responsable du service de médecine légale lui demande alors d'arrêter immédiatement ses investigations au motif que la question des restes des djihadistes relève de la compétence du FBI et doit demeurer « secrète ». Riva Kastoryano dit avoir alors consulté Samy Cohen, chercheur au CERI, qui lui

a conseillé d'insister et de trouver des moyens de contourner cette interdiction. Celle-ci a poussé Riva Kastoryano à s'interroger sur la pertinence de sa recherche et a piqué sa curiosité : pour quelles raisons ce sujet relevait-il du secret ?

Un mois après avoir quitté New York, Riva Kastoryano participe à une conférence en Israël. Elle avait vu auparavant les images d'une ONG israélienne, Zaka, active dans le ramassage des corps et s'interroge sur ce que deviennent les corps des Palestiniens auteurs d'attentats suicides. Lorsqu'elle retourne à New York, elle s'inscrit sur une liste de familles de victimes nommée 9/11 Family Organization for Peaceful Tomorrows et sur d'autres réseaux comparables. Elle pose directement la question aux membres de ces organisations : qu'est-il est advenu des corps des victimes des attentats ? Elle obtient énormément de réponses de la part des parents et des enfants des victimes. Par ce biais, elle entre également en contact avec des personnes impliquées dans l'aide aux familles des victimes. Elle décide alors de réaliser des entretiens avec le FBI, la CIA, le NYPD. Elle choisit de ne pas leur poser directement la question sur les corps des djihadistes mais d'aborder celle-ci par la lutte contre la radicalisation pour finalement demander innocemment : « et qu'a-t-on fait des corps ? ». Riva Kastoryano rapporte la réponse que lui a faite un interlocuteur du NYPD : « Tiens, je ne me suis jamais posé la question. Je me demande ce qu'ils font en Israël ».

A New York, chaque année, de nouvelles victimes sont identifiées grâce à leur ADN. Côté djihadistes, seuls trois des auteurs des attentats du 11 septembre ont été identifiés, dont Mohammed Atta grâce à son passeport retrouvé sur le trottoir. Quelle ironie pour un terroriste qui rejette tout ce qui concerne l'identité, la nationalité, la territorialité !

A New York, il n'y avait pas de corps, la principale question est donc celle de la séparation des cendres des victimes et des djihadistes. La majorité des familles de victimes le désir de voir exprime le désir de ne pas voir les restes des terroristes mêlés à ceux de leurs victimes. Les restes des terroristes identifiés ne doivent pas avoir leur place dans le musée édifié à la mémoire des victimes. Si le sort des corps reste confidentiel et relève du FBI, la question s'est posée de savoir comment représenter les djihadistes dans le musée ? Quelle doit être la taille de la photo ? Où placer celle-ci ?

En Israël, Riva Kastoryano a interrogé des membres de l'armée, de la sécurité, de Zaka, de la médecine légale et d'autres organismes qui lui ont indiqué que les corps des terroristes

étaient rendus aux familles et qu'ils étaient enterrés dans un « cimetière de l'ennemi » situé sur le plateau du Golan. Les cadavres sont identifiés par un numéro qui est communiqué aux familles afin qu'elles puissent se recueillir sur la tombe de leur proche. Lors de sa rencontre avec le directeur de Zaka, Riva Kastoryano a remarqué que les murs de son bureau sont couverts de photos du 11 septembre et de Rudy Giuliani. Lorsqu'elle lui a demandé s'il savait ce qu'étaient devenus les corps des terroristes de New York, le directeur de Zaka, juif orthodoxe barbu, lui a répondu : « Mais qu'est-ce que vous croyez ? L'Amérique est une grande nation, une grande puissance. Vous pensez que les familles vont demander les corps ? Personne ne peut aborder l'Amérique sur ce sujet. »

Retournée en Israël pour une conférence à Beer-Sheva, Riva Kastoryano y a présenté les premiers résultats de ses recherches. Un professeur de communication lui a demandé comment elle pouvait mener une telle recherche sans rencontrer de familles palestiniennes. Il lui a organisé des rencontres à Ramallah, Naplouse, Jénine. Riva Kastoryano qualifie cette expérience d'« intense ». Elle a rencontré quatre familles dont les enfants ont commis des attentats suicides et a constaté que la question des corps est un véritable enjeu de mobilisation, notamment pour les mères qui souvent revendiquent les corps de leurs enfants et se font aider par des avocats, des associations humanitaires, allant parfois jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme. Ces rencontres lui font voir sa recherche sous un angle nouveau : en Israël, nous sommes face à des auteurs d'attentats suicides qui meurent pour un territoire, une cause qui a apparemment une certaine légitimité aux yeux des parents, de la famille et des autorités israéliennes. L'enterrement n'a pas la même signification lorsqu'il s'agit de ces auteurs d'attentats suicides palestiniens que lorsqu'il s'agit des djihadistes du 11 septembre qui ne mène pas une guerre territoriale. La mobilisation des parents palestiniens renforce la légitimité de la cause défendue par leurs enfants. Riva Kastoryano précise que, depuis 2000, Israël rend les corps des terroristes à leurs familles à condition que l'enterrement ait lieu la nuit, avec seulement quatre ou cinq membres de la famille et que les tombes n'indiquent pas le nom de la personne ensevelie. Cette discrétion est importante non seulement pour ne pas glorifier, ne pas honorer publiquement l'auteur d'attentat-suicide, mais également, comme lui a dit un autre professeur israélien, pour que ces tombes ne soient pas profanées par des colons israéliens. Cette question se retrouve, selon elle, en Europe. Riva Kastoryano précise que son passage par la Cisjordanie a renforcé son intuition première, c'est-à-dire se centrer sur la dimension territoriale/non-territoriale du sujet.

A Madrid, la chercheuse a commencé par rencontrer les autorités dans les ministères, la police pour savoir comment ils ont géré la situation. La première réaction de ses interlocuteurs a été la suivante : « comment pouvez-vous nous poser cette question ? Nous sommes de bons catholiques, bien sûr que nous rendons les corps aux familles ». Riva Kastoryano estime que cette première réponse, intéressante, n'était pas satisfaisante. « Nous avons l'habitude avec l'ETA, on a fait comme dans le cas des terroristes basques, on a rendu les corps aux familles » est la deuxième réponse qu'elle a obtenue. L'Espagne explique ces attentats commis par des immigrés de première génération par les difficultés d'intégration qu'ils ont rencontrées. Au Maroc où elle s'est rendue pour enquêter auprès des familles et de la communauté locale des cinq jeunes djihadistes marocains, les discours ont davantage porté sur la responsabilité du pays d'origine, mais également de ce que représente l'immigration et sur la marginalisation des jeunes. Beaucoup de choses ont été écrites sur les jeunes terroristes, notamment sur les cinq Marocains. Riva Kastoryano a pris contact avec une journaliste du *New York Times*, auteur d'un passionnant article sur le quartier de Jamaâ Mezouak à Tétouan pour savoir qui voir sur place. Elle a rencontré des organisations, des associations de droits de l'homme, des journalistes qui avaient couvert l'événement et qui l'ont accompagnée dans le quartier pour rencontrer des familles. Le silence des familles et des associations marocaines, à la limite de la censure, répond au secret new-yorkais. Riva Kastoryano a rencontré des députés du parti Développement, des imams, des anciens des mosquées, qui lui ont parlé du profil de ces jeunes, de ceux qui les avaient influencés. A Rabat, elle a vu le ministre de l'Intégration et des Marocains de l'étranger qui lui a parlé des difficultés d'intégration des Marocains en Espagne, en France, aux Pays-Bas mais personne n'a voulu s'exprimer sur les corps des djihadistes des attentats de Madrid en 2004. Or, dans la capitale espagnole, Riva Kastoryano a appris que les corps avaient été renvoyés aux parents et elle a rencontré l'ambassadeur qui s'était chargé du transfert. Une fois au Maroc, le discours était différent. La chercheuse rapporte que, pour les autorités marocaines, les djihadistes sont un produit de l'Europe. Elle note que les djihadistes sont tous originaires du même quartier, qu'ils ont voyagé par le biais des mêmes réseaux. Elle note combien les réseaux djihadistes du Maroc et réseaux de trafics de drogue sont entremêlés.

A Londres, Riva Kastoryano a rencontré des personnes du Home Security (ministère de l'Intérieur) qui lui disent que, du fait de l'expérience de l'IRA, la question des corps des terroristes après les attentats de 2005 ne s'est pas posée pas : ils ont été rendus aux

familles. Effectivement, la presse en a rendu compte tout comme elle a indiqué que certaines familles refusaient de croire que leur enfant avait pu participer à ces attentats et ont demandé des tests ADN. Riva Kastoryano s'est interrogée sur l'ampleur de la mobilisation médiatique autour de cette question. « Ce sont nos enfants, bien sûr qu'ils vont être enterrés sur nos terres », ils sont des *homegrown*, ils vont être enterrés chez eux en Grande-Bretagne, lui ont répondu aux autorités du Home Security. Elle s'est également rendue à Leeds d'où étaient originaires les auteurs des attentats. Elle y a rencontré l'employé des pompes funèbres et cousin d'un des djihadistes, le meilleur ami du leader du groupe terroriste Mohammad Sidique Khan et le programmeur informatique des djihadistes qui lui a expliqué comment il avait développé ce sentiment d'appartenance à l'*Oumma*. Elle a également rencontré des conseillers municipaux chargés de la politique d'anti-radicalisation, leur a parlé du danger de voir encore davantage de jeunes rejoindre ce genre de mouvements. Elle a encore rencontré des habitants du quartier d'où étaient issus les djihadistes. L'un des parents choisira de conduire la dépouille son enfant au Cachemire (Pakistan), de façon ultra-médiatisée et avec l'aide de la sécurité britannique. Les autres terroristes ont été enterrés en Grande-Bretagne, dont un à Leeds. Le carré musulman a été créé dans le cimetière de cette ville à la suite des attentats de 2005. Le père du jeune homme enterré à Leeds a acheté six concessions dans ce carré afin que la tombe de son fils ne puisse pas être identifiée et qu'elle ne fasse pas l'objet d'une profanation.

Pour résumer, nous dirons que New York a choisi la confidentialité, Madrid, la censure et Londres, la médiatisation. Les auteurs des attentats du 11 septembre ont voyagé à travers le monde et ne sont finalement enterrés nulle part. La globalisation ne laisse pas de trace et l'Amérique se voit comme une nation globale au-dessus des lois et qui sait maintenir le secret. A Madrid, des membres de la première génération d'immigrés a utilisé l'espace européen, espace transnational par excellence, où il est possible de circuler *via* des réseaux familiaux et commerciaux. Ce phénomène transnational a fait que la première génération d'immigrés peut maintenir les liens avec le pays d'origine. Les terroristes sont donc enterrés dans leur pays d'origine où vivent leurs parents. Les djihadistes de Londres sont des *homegrown terrorists* et ont été enterré à domicile « chez eux », c'est-à-dire en Angleterre, à une exception près.

Riva Kastoryano souligne enfin l'importance de la territorialité et se demande si la reterritorialisation du corps d'individus qui ont rejeté toute idée de territoire ne serait pas une façon de restaurer une citoyenneté.

Pénélope Larzillière

Pénélope Larzillière souligne l'originalité de l'approche choisie par Riva Kastoryano. Elle-même ne s'était jamais posée cette question des corps lors de son enquête sur les auteurs d'attentats suicides et ne l'avait jamais posée à dans les Territoires palestiniens aux personnes qu'elle avait interrogées, celles-ci ne l'ayant pas évoquée spontanément. L'ouvrage de Riva Kastoryano porte à la fois sur l'enquête factuelle – découvrir ce qui s'est passé, ce qu'on a fait des corps, etc. – et sur l'enjeu politique qu'ils représentent. Elle remarque que si les interlocuteurs de l'auteure lui disent que la réponse à cette question est secrète, ils lui répètent également qu'elle ne constitue pas un enjeu, ce qui lui semble une contradiction intéressante. Le livre de Riva Kastoryano décrit les points de vue des autorités des pays où ont eu lieu les attentats suicides, des autorités des pays « d'origine » des djihadistes, des familles et d'un des terroristes, au travers du testament laissé par Mohammed Atta. Pénélope Larzillière rapporte que ce testament a été retrouvé par le FBI et publié par le *Spiegel*. Elle dit avoir été très surprise par ce texte qui compile (de façon peu rigoureuse) un certain nombre de préceptes musulmans sur ce qu'il faut faire de la dépouille : la laver, changer ses vêtements, etc. Il ne correspond pas à un testament de martyr, n'est pas à l'image des testaments laissés par les auteurs d'attentats suicides palestiniens ou les martyrs iraniens. Si on s'en tient au dogme, si on accepte l'idée de martyr, la personne est purifiée par son acte et son corps ne doit donc surtout pas être lavé après celui-ci, ce qui ne correspond pas à ce qui est demandé par Mohammed Atta. Dans les testaments des auteurs d'attentats suicides palestiniens, on a rarement une représentation de ce que va devenir leur corps d'après Pénélope Larzillière. Elle cite la phrase : « Je placerai mes os comme des éclats dans la poitrine des haineux » et remarque qu'ici, le corps y est représenté comme détruit et transformé en arme, ce qui constitue la spécificité des attentats suicides, et constitue la majorité des représentations du corps dans les testaments des auteurs d'attentats suicides. Dans la tradition chiite des martyrs iraniens, il existe une représentation du corps ensanglanté, détruit, etc. Pour résumer, le testament de Mohammed Atta n'est pas un testament de « martyr ».

Cela renvoie à un aspect mis en avant par certains des interlocuteurs de Riva Kastoryano : la mise en avant du fait que les tombes des « martyrs » risquent d'être profanées ou conformément à certaines rumeurs, que les djihadistes pourraient être enterrés dans des peaux de porc. Pour Pénélope Larzillière, si l'on se fonde sur la représentation religieuse du corps du martyr, l'idée que celui-ci puisse être souillé et ne pas avoir accès au paradis est une vision un peu simplificatrice. Il est impossible de « profaner » le corps d'un martyr car il ne fait pas l'objet d'une sacralisation, seul l'acte qu'il a commis est sacralisé. Le martyr est purifié par son acte et il ne peut « plus rien lui arriver ». Cette représentation renvoie aux motivations des auteurs d'attentats suicides : comment comprendre le passage à la violence sacrificielle ? Comment expliquer la rupture dans les parcours des terroristes ?

L'idée qu'on commettrait un attentat-suicide pour obtenir des récompenses *post mortem* renvoie à un courant majoritaire dans la littérature des spécialistes du terrorisme, surtout anglo-saxons, celui du choix rationnel axé sur le calcul coûts/bénéfices de l'acteur. Pénélope Larzillière remarque que ce choix d'appliquer les théories du choix rationnel à des actes aussi violents et sacrificiels peut étonner, tout en remarquant que l'aspect extrême de ces actes a pu être envisagé comme un moyen de tester la théorie sur un cas limite. Pour elle, il est cependant nécessaire de passer par certaines « contorsions » théoriques pour faire rentrer ces cas dans le cadre de cette théorie, et notamment la notion de « bénéfice symbolique *post-mortem* », qui lui paraît assez contradictoire dans les termes. Elle compare cette notion à un cheval de Troie : elle subvertit le réductionnisme économiste de la théorie, puisqu'au travers du bénéfice symbolique, il s'agit de traiter des valeurs, des ressentis, des significations collectives. *A contrario*, pour Pénélope Larzillière, ces théories montrent qu'on ne peut rendre compte de ces actes sans faire référence aux narrations diffusées par les organisations terroristes et aux raisons pour lesquelles ces narrations peuvent faire sens à tel moment pour certaines personnes. Ces narrations font état d'une humiliation générale des musulmans à laquelle il faudrait répondre par une autre narration émotionnelle de vengeance mais aussi une narration politique et enfin une narration eschatologique de victoire à long terme. Cette narration islamiste générale se divise en deux catégories : celle qui fait référence à une lutte nationale précise, le courant islamo-nationaliste, et la narration déterritorialisée des salafistes djihadistes. Pour Pénélope Larzillière, la question du territoire est effectivement ce qui différencie les deux courants. Dans la narration déterritorialisée, les différents lieux d'affrontement – Irak, Afghanistan, Tchétchénie, etc. – deviennent *ex-post* une

sorte de justification, de preuve d'une attaque globalisée contre les musulmans et n'ont pas d'intérêt en eux-mêmes. Cette narration djihadiste internationale se réfère effectivement à la notion d'*Oumma*, notion qui s'est progressivement déterritorialisée. Pénélope Larzillière précise que cette notion s'est déterritorialisée dans le discours de type Al-Qaida. Elle a été particulièrement intéressée, dans le travail de Riva Kastoryano, par le fait que cette distinction entre islamo-nationalistes et salafistes djihadistes, territorialisation/déterritorialisation se traduit dans le traitement des corps. Dans le cas des islamo-nationalistes, les corps sont renvoyés à la terre, ils sont plus ou moins traités comme le corps de combattants. Pénélope Larzillière se pose d'ailleurs la question de l'attitude des Russes, qui font face à la fois à des islamo-nationalistes et à des salafistes djihadistes, à cet égard. Dans le cas des djihadistes internationaux, soit rien n'est fait des corps, comme aux Etats-Unis, soit ceux-ci sont traités comme des corps normaux, en aucun cas comme des corps de combattants, ce qui permet de les affranchir de toutes les conventions qui régissent la question des corps de combattants ennemis.

Pour Pénélope Larzillière la question principale traitée par Riva Kastoryano est celle des enjeux pour les Etats que constituent la déterritorialisation des djihadistes, la remise en cause de leur souveraineté nationale et la réponse qu'ils y apportent, par une extension extraterritoriale de souveraineté et le refus de considérer les djihadistes comme des combattants, qui leur permet de nier la légitimité à leur cause et de réaffirmer le monopole de la violence légitime dont ils sont dépositaires. Pour justifier le secret qui entoure le traitement de ces corps des terroristes, les Etats-Unis mettent en avant la nécessité d'empêcher que leurs tombes puissent être (dé)-sacralisées. D'après Pénélope Larzillière, s'il y a eu quelques cas de profanations, aucune désacralisation n'a été observée, autrement dit, il existe un imaginaire autour du « martyr », mais pas autour de sa tombe. Le corps du « martyr » est plus important pour sa famille que pour les organisations politiques. Réagissant enfin à ce que Riva Kastoryano a écrit sur la question des restes humains, sur l'identification de chaque fragment par son ADN, Pénélope Larzillière pose la question de la dimension anthropologique des rituels funéraires, leur lien avec les nouvelles technologies et la façon dont celles-ci changent le rapport à ces rituels (voir le numéro spécial de *Raisons politiques*, 41, mars 2011, « Mort et fragments de corps »).

Riva Kastoryano

Riva Kastoryano indique que son sujet était anthropologique mais que n'étant pas anthropologue, elle ne l'a pas traité sous cet angle mais sous l'angle de la sociologie, en termes de réseaux, et de la science politique, du fait des enjeux. Elle a mixé les méthodes qu'elle a utilisées. Nonna Mayer lui avait demandé, durant ce séminaire, de parler de sa « cuisine méthodologique » et cette expression lui semble tout à fait convenir pour décrire sa propre mobilité entre les méthodes et les différents réseaux étudiés. Au départ, elle pensait à l'importance du narratif, d'où toute la première partie de son ouvrage sur l'ambiguïté de la notion de « terre de l'islam » : de quoi s'agit-il ? Parle-t-on d'une terre ou de l'*Oumma*, qui ne représente pas un territoire ? Pour Riva Kastoryano, cette ambiguïté séduit les jeunes, comme par exemple l'ingénieur en informatique qu'elle a rencontré et qui parlait « d'Oummaïsme ». L'Etat islamique cherche à apporter une réponse territoriale à cette non-territorialité, mais il n'a aucune légitimité dans la communauté internationale. Riva Kastoryano explique que son idée de départ était d'étudier d'une part ce que devient le territoire dans la globalisation et d'autre part, le corps mobile par rapport à la terre immobile.

Débat avec la salle

Ariel Colonomos, chercheur au CERI, interroge le point de vue des règles de la guerre, du droit et des normes. La guerre est amplement codifiée, contrairement à ce que l'on pourrait croire. Un mort reste une personne et, par conséquent, en tant que personne, il a des droits, dont celui d'être enterré. Mais ce droit n'existe que si cette mort n'est pas honteuse. Le héros grec, c'est celui qui a droit à une sépulture. Quand on viole le droit à cette sépulture, on viole une règle majeure. Ici, personne ne s'intéresse au lieu où sont enterrés les terroristes parce que leur mort est considérée comme honteuse. D'une certaine manière, il y a donc, selon lui, une continuité, on est toujours dans le même modèle : un soldat mort en exerçant une activité légitime a droit à une sépulture. Ariel Colonomos pense qu'il y aurait une très forte indignation si ce droit était nié, mais pour lui, les personnes dont traite l'ouvrage de Riva Kastoryano se situent à l'extérieur du droit de la guerre. Pour lui, on est donc plutôt ici face à un invariant. Il n'y a pas eu de mouvement de masse disant qu'il était scandaleux que Ben Laden n'ait pas reçu de sépulture. Ariel Colonomos parle donc de continuité. La tradition du droit de la guerre donne des droits aux personnes qui respectent ce droit.

Samy Cohen signale l'actualité du sujet. Il s'interroge ensuite sur la pertinence de la question de la « déterritorialisation » à propos de Ben Laden : il s'agit d'un Saoudien qui lutte contre la politique étrangère de son pays, contre la monarchie qui a accepté la présence de forces américaines dans la péninsule arabique. C'est avant tout une lutte nationale qui déborde ensuite sur un acteur secondaire (les Etats-Unis) à cause de leur présence sur le territoire saoudien, ce qui va conduire aux attentats sur le sol américain. Pour Samy Cohen, ces acteurs sont extrêmement nationalisés, territorialisés et parce qu'ils sont pourchassés en Arabie Saoudite, ils vont trouver des lieux où ils pourront conduire leur action de manière protégée. Il demande donc à Riva Kastoryano de préciser ce postulat théorique. Autre point : quel est le sens du secret du FBI ? Pour Samy Cohen, ce secret a un sens très profond si on le rattache à l'ensemble des mesures qui seront prises à la suite des attentats : secret quant à ce qui est advenu des corps, sur la guerre contre Al-Qaida, sur Guantanamo. L'attitude relève pratiquement de la paranoïa : tout garder sous contrôle parce qu'une guerre totale va être menée contre ces djihadistes. Dernier point, la question de la remise en cause de la « violence légitime de l'Etat ». Le monopole de la violence légitime fonde l'existence d'un Etat selon Max Weber. Or aucun acteur intérieur ne conteste ce droit aux Etats-Unis ; nous sommes face à un ennemi extérieur qui attaque l'Etat, le monopole de la violence légitime n'est donc pas remis en cause.

Marie Bassi, docteur associée au CERI, travaille sur la question migratoire. Elle fait le rapprochement entre les débats du séminaire et la question des corps des migrants en Méditerranée. En Italie, cet enjeu a été porté par les associations : les migrants morts doivent avoir une sépulture. En Sicile, la création d'un cimetière spécial à Lampedusa a donné lieu à des tensions entre les autorités locales et nationales. L'Etat italien ne s'est pas préoccupé de ces corps qui ont été niés : parce que leur existence même est honteuse ou bien parce qu'ils n'ont personne pour les défendre ? Elle demande à Riva Kastoryano si elle a connaissance d'une littérature sur ce sujet et si elle sait ce qui se passe en Turquie ou en Grèce en la matière.

Une autre intervenante s'interroge sur la légitimité de la décision des Etats de ne pas rendre les corps des djihadistes au motif que leurs morts seraient honteuses. Quelles ont été alors les motivations des Etats européens pour rendre les corps ? Ce rendu doit-il être interprété comme un aveu de faiblesse ou une forme de pardon ? Les Etats auraient-ils pu être motivés

par le fait qu'un Etat de droit demeure un Etat de droit quelles que soient les formes des attaques qu'il peut subir, les corps auraient donc été traités de façon banale? Les Etats européens ont-ils pu avoir peur que l'opinion publique ne s'empare de ces questions, notamment dans le cas de Mohammed Merah, ou après les attentats du 7 janvier 2015 ? Le fait de ne pas rendre le corps pouvait-il embraser les banlieues et entraîner une sacralisation de ces corps ?

Riva Kastoryano répond à Ariel Colonomos en citant la tragédie de Sophocle, *Antigone*, dans laquelle le roi Créon interdit l'enterrement du frère d'Antigone qu'il considère comme un traître à la nation tandis que cette dernière veut absolument qu'il soit enseveli. L'Etat moderne peut-il agir comme Créon ? Créon aujourd'hui rencontrerait des limites et subirait de nombreuses pressions mais, comme ces morts sont honteuses, il n'y a pas d'Antigone et les familles demeurent silencieuses. Il existe un seul cas où une femme américaine dont le fils est mort lors de l'attentat du World Trade Center est allée rencontrer la mère d'un des djihadistes au Yémen. Elle est restée trois semaines et n'a jamais pu rencontrer cette dernière qui s'est réfugiée dans le silence. De même, au Maroc, à Tétouan, Riva Kastoryano dit avoir rencontré des parents qui se sont enfuis devant elle et une mère qui a inventé toute une histoire affirmant que ses enfants n'étaient pas morts, qu'ils n'étaient pas les terroristes en question, etc. Parents, famille, imams, communauté, tous sont gênés. Personne ne réclame les corps des djihadistes. Ariel Colonomos ajoute que les corps sont honteux. Riva Kastoryano réfute le terme « honteux », mais précise que parce que l'action des terroristes n'a aucune légitimité aux yeux des Etats, elle suscite la peur au sein des familles et des communautés qui refusent de les reconnaître.

Riva Kastoryano estime qu'il existe une différence majeure entre Mohammed Merah, Amedy Coulibaly ou les frères Kouachi et les auteurs d'attentats palestiniens ont été tués par la police qui n'ont pas commis d'attentats suicides. Leurs dépouilles sont entre les mains de la police alors que lors d'un attentat-suicide, le corps échappe au contrôle de l'Etat. L'objectif est bien la déterritorialisation. L'*Oumma*, est une communauté non-territoriale, la guerre que mènent les djihadistes n'est pas territoriale. Et cette déterritorialisation oblige les Etats à agir en dehors de leur territoire, s'ils veulent agir sur les réseaux qui se déploient à travers le monde. Riva Kastoryano est d'accord avec Samy Cohen qui répète que Ben Laden était en guerre d'abord et avant tout contre l'Arabie Saoudite et non, au départ, contre les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont choisi de ne pas s'intéresser aux corps des djihadistes, de ne pas s'intéresser à ce qu'il pouvait advenir d'eux pour ne pas blesser les familles des victimes. L'opinion publique américaine, en empathie avec les victimes, estimait qu'il n'était pas légitime de s'intéresser aux corps des auteurs des attentats. L'étudiante qui a posé la question s'interroge alors sur la différence de positionnement de Madrid et Londres : pourquoi l'Espagne et le Royaume-Uni ont-ils rendu les corps aux familles ? Riva Kastoryano met en avant l'expérience du terrorisme des autorités de Madrid qui ont agi avec les djihadistes comme elles le font avec l'ETA en rendant les corps. L'étudiante remarque toutefois que, dans le cas d'ETA, il n'y a pas d'autre Etat en jeu et donc aucune pression diplomatique. Riva Kastoryano rappelle que tout de suite après l'attentat de mars 2004, Madrid a retiré ses troupes d'Irak. L'étudiante se demande s'il faut y voir un aveu de faiblesse de la part de Madrid. Ce retrait constituait une promesse électorale des socialistes, l'opinion publique espagnole était opposée à la guerre en Irak à laquelle participait l'Espagne depuis 2002. Pour les autorités britanniques, la remise des corps aux familles des terroristes est une façon de gérer le multiculturalisme même si celui-ci a en quelque sorte mal tourné puisque les jeunes se sont radicalisés au sein d'institutions qui ont échappé à tout contrôle. Le fait de revendiquer sa responsabilité dans les attentats de 2005, de dire « ce sont nos enfants, ça s'est passé sur notre territoire, ils ont attaqué leur pays, l'Angleterre, donc c'est notre responsabilité » constitue l'une des forces de Londres pour Riva Kastoryano.

Jacques Sémelin qualifie la recherche de Riva Kastoryano d'extraordinaire, obstinée, courageuse et étrange. Il considère que les situations étudiées sont hors-champ par rapport à la question des prisonniers de guerre. Il récuse la qualification de « honteuse » utilisée par Ariel Colonomos pour qualifier la mort des terroristes et préfère revenir à l'anthropologie : faire disparaître les corps c'est nier leur existence. Ces terroristes ont commis un acte inhumain, ils se sont déshumanisés. Ariel Colonomos soulève le caractère moral de cette assertion. Jacques Sémelin n'est pas d'accord : pour lui, l'enterrement est un rituel classique considéré par l'anthropologie (hormis chez les hindous qui brûlent le corps). Dans le cas d'attentats suicides, on est hors humanité. Les attentats suicides constituent le plus grand affront que peut subir un Etat, défié dans sa capacité de puissance.

La chercheuse lui répond que « honteuse » ou non, cette situation suscite des interrogations au sujet du silence qui entoure le sujet des corps des djihadistes au Maroc, pays où les

politiques affirment ne pas savoir où se trouvent les dépouilles des terroristes qu'ils déclarent ne pas avoir réclamées, précisant que le Maroc est un pays allié des Etats-Unis comme si Washington pouvait reprocher à Rabat d'humaniser les djihadistes en offrant à ces derniers une sépulture dans leur pays de naissance.

Claire Andrieu (Centre d'histoire de Sciences Po) revient sur la question de la déterritorialisation et rappelle à l'instar de Samy Cohen que dans leur communiqué posthume, les terroristes du 11 septembre 2001 demandaient que les Etats-Unis quittent l'Arabie Saoudite, un thème cher à Ben Laden. Elle se demande si la question de déterritorialisation est aussi claire, indiquant que pour un paysan du Moyen-âge, la chrétienté pouvait représenter le territoire.

Pénélope Larzillière intervient pour demander qu'une distinction soit faite entre d'un côté la stratégie et les objectifs d'Al-Qaida et de l'autre la narration qu'elle développe. Ben Laden souhaite le départ des Etats-Unis d'Arabie Saoudite mais cela ne l'empêche pas de tenir un discours « déterritorialisé ». Il s'appuie sur d'autres conflits comme celui de la Palestine pour prouver l'humiliation subie par les musulmans. Sur la question des motivations des auteurs d'attentats, il peut y avoir des décalages entre les buts stratégiques de l'organisation qui les envoie et ceux des auteurs qui adhèrent à une vision très eschatologique et globale de leur acte. On retrouve également ce décalage pour les Palestiniens.

Nonna Mayer met en doute le fait que la cause palestinienne soit à l'origine du combat de Ben Laden. Riva Kastoryano indique qu'elle ne parle pas de Ben Laden mais de ses discours, et Pénélope Larzillière précise que Ben Laden mentionne d'autres territoires humiliés comme la Palestine. Riva Kastoryano indique qu'il y a beaucoup de référence à la Palestine depuis 2001, et donc à une référence territoriale qu'il faut rétablir mais, en même temps, l'action ne se fait pas par rapport à ce territoire.

Sophie Body-Gendrot interroge Riva Kastoryano sur les limites chronologiques de sa recherche et si elle a observé des différences entre les *outsiders* de 2001 et les *homegrown terrorists* britanniques de 2005. Riva Kastoryano répond que les Etats répondent différemment à la radicalisation. Ce terme n'est pas utilisé aux Etats-Unis ou en Espagne mais est apparu avec les *homegrown terrorists*, c'est-à-dire ceux qui se sont radicalisés là où

ils sont nés. Sophie Body-Gendrot remarque que la France est concernée par ce phénomène. Selon Riva Kastoryano. Les Etats-Unis ont aujourd'hui des *homegrown terrorists* comme l'ont montré les attentats de Boston en avril 2013.

Les parents affirment que leurs enfants n'ont pas la même conception de l'islam que la leur ; de leur côté, les jeunes accusent leurs parents de ne pas pratiquer le « véritable islam ». Il existe donc un écart entre deux modes de vie, deux représentations de l'islam et deux façons d'idéologiser l'islam. Sophie Body-Gendrot remarque que le 11 septembre 2001 a été présenté par les Américains comme une « anomalie » alors que lors des attentats de Madrid puis de Londres, les autorités locales ont pointé le manque d'intégration des djihadistes. Riva Kastoryano dit qu'en Angleterre, les auteurs des attentats de Londres étaient des individus assimilés, britannisés, qui jouaient au cricket. D'où la réaction de surprise, d'incrédulité des Britanniques : comment ces jeunes, nés et grandis sur le sol britannique, ont-ils pu commettre de telles actions ?